



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 515

Texte de la question

CENTRALE DE FESSENHEIM

M. le président. La parole est à M. Éric Straumann, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Éric Straumann. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à Mme la ministre de l'environnement.

La centrale de Fessenheim, après trente-cinq ans de fonctionnement sans histoire, vient de faire sa première victime : le préfet du Haut-Rhin, qui a été remercié la semaine dernière en Conseil des ministres.

(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)

Un député du groupe UMP. Scandaleux !

M. Éric Straumann. Le 14 décembre dernier, Francis Rol-Tanguy, délégué interministériel chargé de la fermeture et de la reconversion de la centrale nucléaire de Fessenheim, a été refoulé par les salariés, en particulier les militants de la CGT. Cette position des agents d'EDF a été interprétée par la presse comme un camouflet pour le Gouvernement.

M. Daniel Fasquelle. Un de plus !

M. Éric Straumann. En effet, quel syndicat, quel salarié accepteraient l'entrée d'un mandataire liquidateur dans leur entreprise, surtout si celle-ci fonctionne parfaitement et qu'elle est rentable ?

À Fessenheim comme ailleurs, les salariés défendent leur outil de travail. Mais ailleurs, le Gouvernement engage une énergie sans pareil pour sauver des emplois, sans beaucoup de succès d'ailleurs... Je pense à Florange, à Aulnay, qui vient d'être citée, à Petroplus ou chez Goodyear.

En Alsace, le Gouvernement déploie la même énergie pour fermer une unité de production de 850 salariés dont le fonctionnement a été autorisé encore dix ans par l'autorité de sûreté nucléaire. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP. - Protestations sur quelques bancs du groupe écologiste.)*

Vous avez décidé de sacrifier un outil de production fiable sur l'autel d'un marchandage politique. Quand cesserez-vous de gérer ce dossier par idéologie ? Quand prendrez-vous conscience que l'intérêt national est supérieur aux petits calculs politiques ?

Madame la ministre, pouvez-vous nous expliquer pourquoi le préfet du Haut-Rhin a été sanctionné par le Gouvernement dans cette affaire ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
Mme Delphine Batho, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, monsieur le député, cette question a largement été débattue devant les Français, qui ont voté le 6 mai dernier. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

En effet, la décision que vous évoquez a été prise dans le cadre d'une politique de transition énergétique qui vise à faire évoluer notre mix énergétique à l'horizon 2025. C'est dans ce cadre qu'ont été décidés pour 2016 la fermeture de Fessenheim et l'achèvement du chantier de l'EPR de Flamanville.

Nous voulons prendre quatre ans pour toute une série de raisons liées aux procédures complexes de fermeture et de mise à l'arrêt définitive d'un réacteur. Nous devons au demeurant disposer d'un site français où le démantèlement aura été réussi, sachant que 400 centrales nucléaires dans le monde fermeront dans les prochaines années et que cela représente aussi un enjeu industriel.

Au moment où je vous parle, Francis Rol-Tanguy, le délégué interministériel chargé de ce sujet, est en entretien

avec le directeur de la centrale de Fessenheim.

M. Hervé Mariton. Où est la loi ?

Mme Delphine Batho, *ministre*. Il est chargé de mener sa mission à bien dans des conditions qui soient également responsables sur le plan social, afin que les emplois soient préservés.

Puisque vous évoquiez ce point, monsieur le député, vous aurez, je pense, le courage de donner des explications aux Français et de leur rendre des comptes au sujet des 14 000 emplois que vous avez supprimés dans les filières photovoltaïques. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*) La transition énergétique, c'est une politique à la fois sociale et économique, qui vise à créer des emplois dans les filières renouvelables et dans l'économie circulaire tout en maximisant l'efficacité énergétique ; voilà la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Straumann](#)

Circonscription : Haut-Rhin (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 515

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [7 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 février 2013](#)